



HAL
open science

La réaction des sociétés abolitionnistes féminines britanniques à la Guerre de Sécession

Véronique Molinari

► **To cite this version:**

Véronique Molinari. La réaction des sociétés abolitionnistes féminines britanniques à la Guerre de Sécession. Droits des femmes, droits des autres, Des féministes britanniques face aux autres exclus de la Citoyenneté (1860-1930), 2012. hal-03453810

HAL Id: hal-03453810

<https://hal.science/hal-03453810v1>

Submitted on 28 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La réaction des sociétés abolitionnistes féminines britanniques à la Guerre de Sécession

Véronique Molinari

L'attitude de la Grande-Bretagne lors de la Guerre de Sécession a, depuis les années vingt, suscité l'intérêt de nombre d'historiens¹. Présentée tantôt comme majoritairement pro-sudiste, tantôt comme divisée selon les classes sociales, elle a, plus récemment, fait l'objet de propos plus nuancés qui dépeignent la presse et l'opinion publique britannique durant le conflit comme, certes, hostiles à l'Union, mais tout aussi hostiles à l'esclavage et, en dépit de l'aide apportée par certains armateurs du Nord de l'Angleterre, guère plus favorables à la Confédération des États du Sud. Parmi la quantité d'articles et d'ouvrages écrits sur le sujet, peu d'attention a toutefois été accordée à la réaction des sociétés abolitionnistes britanniques, et moins encore à celle des sociétés abolitionnistes féminines qui, à l'exception d'un chapitre dans l'ouvrage de Claire Midgley, *Women Against Slavery*, reste très peu documentée. Notre intention ici est double : elle est tout d'abord de remédier modestement à ce silence et d'examiner notamment les raisons pour lesquelles les sociétés abolitionnistes féminines, qui étaient, au début de la guerre, encore nombreuses, ne s'engagèrent dans le débat que tard dans le conflit ; elle est ensuite de voir dans quelle mesure, durant cette période où commença également à s'organiser en Grande-Bretagne le mouvement féministe, il put y avoir coopération entre les deux mouvements. En effet, s'il est désormais notoire qu'un certain nombre de féministes de la fin du XIX^{ème} siècle sont issues du mouvement abolitionniste (Rendall,

¹ On peut citer, par ordre chronologique, Ephraim Douglass Adams, *Great Britain and the American Civil War*, Londres : Longman, 1924 ; Mary Ellison, *Support for Secession, Lancashire and the American Civil War*, University of Chicago Press, 1972 ; Joseph Hernon, « British Sympathies in the American Civil War: A Reconsideration », *Journal of Southern History*, vol. 33, 1967, pp. 357-67 ; D. P. Crook, « Portents of War: English Opinion on Secession », *Journal of American Studies*, vol. 4, n° 2, février 1971 : 166 ; Donald Bellows, « British Conservative Reaction to the Civil War », *Journal of Southern History*, vol. 51, 1985, p. 506 ; Alfred Grant, *The American Civil War and the British Press*, Jefferson, N.C.: McFarland & Co., 2000 ; R. J. M. Blackett, *Divided Hearts: Britain and the American Civil War*, Baton Rouge : Louisiana State University Press, 2001 ; Christopher Ewan, « The emancipation proclamation and British public opinion », *The Historian*, vol. 67, n°1, 2005, pp. 1-19.

1983 ; Midgley, 2007 ; Sklar, 2007), on connaît en revanche peu de choses sur l'engagement, dans le mouvement abolitionniste, de celles qui faisaient déjà campagne pour des réformes féministes depuis un certain nombre d'années.

Le début de la guerre

La guerre civile qui éclate le 12 avril 1861 aux États-Unis est le résultat de plus de quatre décennies de tensions entre les États du Nord, industriels, abolitionnistes et protectionnistes, et ceux du Sud, agricoles, esclavagistes et libre-échangistes. Les compromis de 1820 et de 1850² ont apaisé pour un temps les luttes violentes au sein du Congrès entre adversaires et défenseurs de l'esclavage, mais la trêve a été de courte durée : la fin du compromis du Missouri en 1854 (Kansas-Nebraska Act), la nomination, en 1856, d'un président démocrate favorable à l'esclavage (Buchanan) et l'affaire Dred Scott en 1857³ ont provoqué le mécontentement des nordistes et conduit à la création, à l'ascension puis finalement à la victoire, en 1860, du parti républicain, opposé à toute expansion de l'esclavage. L'élection de Lincoln, auquel pas un seul État du Sud n'a donné ses voix et dont l'élection a été assurée par la division des démocrates, provoque alors la sécession, le 20 décembre 1860, de la Caroline du Sud puis, le 8 février 1861, de six autres États esclavagistes du Sud⁴. Une nouvelle unité politique est alors formée —les États confédérés d'Amérique— avec, pour président, Jefferson Davis. Les hostilités commencent le 12

² Outre les innombrables disparités en termes de développement économique, de population et d'infrastructures, entre le Nord et le Sud, la conquête de l'Ouest a ajouté un nouvel enjeu à leur rivalité, chacun des deux blocs souhaitant que les nouveaux États adoptent sur le problème de l'esclavage une position conforme à la sienne. Le gouvernement fédéral, soucieux de préserver l'Union devant l'opposition de plus en plus forte des « abolitionnistes », propose, en 1820, le Compromis du Missouri par lequel l'admission du Missouri, État esclavagiste, est compensée par celle du Maine. Dès lors, l'esclavage est autorisé au sud d'une ligne correspondant au 36°30 de latitude nord et interdit au nord de cette ligne, les États entrant par couples dans l'Union (un État libre et un État esclavagiste). Un nouveau compromis, en 1850, prévoit l'admission de la Californie au titre d'État libre, c'est-à-dire sans esclaves, mais compense cette entrée par un engagement des États du Nord à restituer à ceux du Sud tout esclave fugitif et laisse deux nouveaux territoires, l'Utah et le Nouveau-Mexique, décider eux-mêmes de l'adoption ou de l'abolition de l'esclavage.

³ La Cour suprême des États-Unis déclare le 7 mars 1857 au sujet de l'affaire Dred Scott, esclave fugitif, que la Constitution des États-Unis ne donne au Congrès aucun pouvoir d'interdire l'esclavage dans les territoires.

⁴ Le Mississippi, la Floride, l'Alabama, la Louisiane, la Georgie et le Texas.

avril 1861, lorsque l'artillerie du Sud ouvre le feu sur Fort Sumter, qui verrouille la rade de Charleston. Dans le Sud, la Sécession s'étend encore : entre le 17 avril et le 20 mai, quatre nouveaux Etats rejoignent la Confédération⁵. Durant tout le conflit, les deux parties espéreront une intervention de la Grande-Bretagne à leurs côtés mais le gouvernement britannique, qui a, dès la chute de Fort Sumter, publié une Proclamation de neutralité, a la ferme intention de ne pas se laisser entraîner dans une guerre⁶.

Les sociétés abolitionnistes britanniques auraient pu, dès le début du conflit, jouer un rôle actif auprès de la population afin de défendre l'Union. Il n'en est rien. Durant les dix-huit premiers mois de la guerre, celles-ci sont relativement silencieuses, au grand désespoir des abolitionnistes américains (selon le correspondant à Londres du *Liberator*, journal fondé à Boston par William Lloyd Garrison en 1831, aucune réunion publique ne se serait même tenue à Londres durant cette période⁷). Il est vrai que le mouvement abolitionniste masculin a, depuis l'abolition de l'esclavage dans les colonies britanniques, en 1833, connu un déclin général et est, à la veille de la guerre, relativement faible⁸. Toutefois, les sociétés abolitionnistes féminines, apparues pour la plupart dans les années 1820-1830, sont, elles, toujours actives. Leurs méthodes pour lutter contre l'esclavage dans les colonies britanniques, telles que la collecte de fonds et le boycott des produits de l'esclavage comme le sucre, sont en effet toujours pertinentes pour faire pression sur un pays étranger, contrairement à celles des hommes (pétitions, pression sur les députés, information de l'électorat), peu efficaces pour mettre fin à l'esclavage en dehors de l'Empire (Midgley, 1992 : 125). Aussi, au début des années 1850, alors que les organisations abolitionnistes masculines se font de plus en plus rares, les sociétés féminines, parmi lesquelles la *Birmingham Ladies' Negro's Friend Society* et l'*Edinburgh Ladies' Emancipation Society*, sont encore nombreuses et leur contribution financière au mouvement abolitionniste américain importante⁹.

⁵ La Virginie, l'Arkansas, le Tennessee et la Caroline du Nord.

⁶ « *We have not been involved in any way in that contest and for God's sake, let us, if possible keep out of it* », déclare à la Chambre des Communes Lord Russell, Ministre aux Affaires étrangères (Temperley : 1972, 249).

⁷ *The Liberator*, 5/12/1862, p. 195.

⁸ Le nombre de sociétés masculines contribuant financièrement à la *British and Foreign Anti-Slavery Society* est ainsi tombé, entre 1844 et 1850, de 20 à 3 (Midgley, 1992, 125).

⁹ La contribution des femmes britanniques et irlandaises représente, selon Claire Midgley, la majeure partie de l'aide envoyée au mouvement abolitionniste américain dans les années 1840-1850 (Midgley, 1992 : 127).

Comment, par conséquent, expliquer la réticence de ces dernières à prendre part au débat lorsque le conflit éclate ?

Tout d'abord, les réactions à la Guerre Civile au sein du mouvement abolitionniste dans son ensemble, sont complexes. Les dirigeants de la *British and Foreign Anti-Slavery Society* (BFASS) et autres abolitionnistes Quakers, souvent pacifistes, éprouvent une certaine difficulté à soutenir une guerre, quand bien même l'enjeu en serait une cause telle que l'abolition de l'esclavage. Ensuite, l'attitude ambiguë du Nord au début du conflit, et notamment son manque de soutien initial à l'émancipation des esclaves, est source de confusion.

L'Union donne en effet peu de signes de vouloir engager une guerre contre l'esclavage. Certes Lincoln se dit opposé à ce dernier et a promis, dans son programme, d'en empêcher l'expansion, il n'a toutefois jamais promis d'y mettre fin. Dans son discours inaugural, le 4 mars 1861, le nouveau Président des États-Unis a d'ailleurs rejeté la possibilité que l'esclavage pourrait être aboli par les lois fédérales, déclarant qu'il n'avait ni l'intention ni même le désir d'interférer avec cette institution dans les États où elle existait. L'affaire Frémont¹⁰, au début de la guerre, ne fait que confirmer ces déclarations. Sans doute serait-il plus facile de soutenir le Nord si l'enjeu de la guerre était l'esclavage, mais, en ce début de conflit, cela apparaît donc comme loin d'être le cas. Karl Marx, qui dénonce la prise de position (ou plutôt l'absence de prise de position) de la presse britannique, fait ainsi remarquer dans les pages du *New York Daily Tribune* en octobre 1861 :

L'actuelle guerre américaine cause un bien gros tourment à [la presse britannique], car « ce n'est pas un conflit pour l'abolition de l'esclavage », d'où il s'ensuit qu'on ne peut demander au citoyen britannique, âme noble, rompue à mener ses propres guerres et à ne s'intéresser à celle des autres peuples que sous l'angle des « grands principes humanitaires », d'éprouver la moindre sympathie pour ses cousins du Nord (*New York Daily Tribune*, 11 octobre 1861).

De fait, la majeure partie des journaux britanniques, qui se sont par le passé opposés à l'esclavage, refusent de voir dans le conflit

¹⁰ Au début de la guerre, Lincoln interdit à ses généraux de libérer les esclaves, même dans les territoires conquis. Aussi, lorsque le 30 août 1861 le Major Général John C. Frémont, commandant la Union Army à St Louis, proclame que tous les esclaves possédés par des confédérés dans le Missouri sont libres, Lincoln, craignant que cette action n'incite les propriétaires d'esclaves dans les États voisins à rejoindre l'armée confédérée (certains États esclavagistes ne font alors pas encore partie de la Confédération), demande à Frémont de modifier son ordre et de ne libérer que les esclaves dont les propriétaires combattent activement pour le Sud. Lorsque Frémont refuse, il est démis de ses fonctions.

entre le Nord et le Sud une querelle pour ou contre l'abolition de l'esclavage¹¹. Pour la presse conservatrice —*The Economist*, *The Saturday Review* et *The Times*, les causes du conflit sont d'origine tarifaire, entre un Nord décidé à imposer à l'ensemble de l'Union la politique protectionniste qui lui garantit sa prospérité et un Sud favorable au libre-échange et luttant pour son droit à l'autodétermination.

Si les sociétés abolitionnistes féminines hésitent à se ranger du côté des nordistes, ce n'est donc pas parce que le sentiment anti-esclavagiste est moins fort parmi les femmes britanniques que dix ans plus tôt, expliquera en 1863 l'*Edinburgh Ladies' Emancipation Society*, mais au contraire parce qu'il est toujours aussi fort. En effet non seulement l'Union n'a pas immédiatement déclaré l'émancipation des esclaves mais son Président a, au contraire, donné toutes les assurances que l'esclavage serait maintenu. A partir de là, comment était-il possible pour des sociétés abolitionnistes de lui accorder leur soutien ? Eliza Wigham et Agnes Lillie écrivent ainsi à Harriet Beecher Stowe :

Quand des assurances ont été données que l'esclavage serait protégé ; quand les proclamations des généraux Frémont et Hunter¹² ont été invalidées parce qu'elles étaient trop anti-esclavagistes; quand les gens de couleur ont vu leurs offres de service rejetées avec mépris —nous avons lu que des esclaves ont été rendus à leurs propriétaires par des officiers et des soldats des Etats-Unis— [...] et quand le droit de détenir des esclaves a été offert comme prime de loyauté, est-il étonnant que des personnes opposées à l'esclavage aient hésité à accorder leur soutien entier au Nord [...] ?¹³

Ces explications, fournies afin de justifier la réticence des abolitionnistes, en Grande-Bretagne, à s'engager pour le Nord, sont une réponse aux inquiétudes des abolitionnistes américains, qui, par des articles et des visites, tentent à cette période d'infléchir l'opinion

¹¹ « *England is slandered if it is said that she does not with her whole heart hate slavery and desire its extinction, or that she would not be cordially with the North if it were against slavery that the North was fighting* », écrit en octobre *The Saturday Review*, « *The North, however, vehemently disclaims any such imputation* » (*Saturday Review*, 5/10/1861, 339, cité dans Campbell, 2003, 19).

¹² En mai 1862, lorsque le général David Hunter commence à recruter des soldats noirs et décrète l'affranchissement de tous les esclaves possédés par des Confédérés en Georgie, Floride et Caroline du Sud, Lincoln lui ordonne de disperser le 1^{er} Régiment de Caroline du Sud et de rétracter sa proclamation.

¹³ Lettre signée Eliza Wigham et Agnes Lillie et envoyée par l'*Edinburgh Ladies Emancipation Society* « au nom de nombreuses femmes d'Ecosse » à Harriet Beecher Stowe en 1863 en réponse à la lettre de cette dernière : *A Reply to "the Affectionate and Christian Address of Many Thousands of Women of Great Britain and Ireland to their sisters, the women of the United States of America"*.

publique britannique. En septembre 1861, Harriet Beecher Stowe, femme de lettres américaine (auteur de *Uncle Tom's Cabin*), a ainsi adressé une lettre ouverte à Lord Shaftesbury afin de dénoncer les confédérés et exprimer son indignation devant l'attitude de l'Angleterre, qu'elle invite à prendre fait et cause pour l'Union. Toutefois, le vote par le Congrès du *Morrill Tariff*, qui augmente sévèrement les droits de douanes sur les importations britanniques, puis l'outrage du *Trent*¹⁴, qui intervient quelques semaines plus tard, loin d'exaucer ses vœux, va au contraire porter le sentiment anti-fédéral à son comble et faire craindre à certains l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne aux côtés des confédérés.

La Proclamation d'Émancipation

La raison qui, à la fin de la seconde année de guerre, incite finalement les abolitionnistes britanniques à se réorganiser et à faire campagne pour le Nord est tout d'abord le fait que des groupes pro-confédérés tels que le *Manchester Southern Club* et le *Liverpool Southern Club*, composés d'hommes d'affaires, d'aristocrates et de quelques ouvriers du textile au chômage ont commencé à apparaître un peu partout dans le pays et qu'il paraît nécessaire de leur offrir une opposition. Ensuite, et surtout, la Proclamation d'Émancipation faite par Lincoln le 22 septembre 1862, en accordant leur liberté aux esclaves dans les Etats insurgés à partir du 1^{er} janvier 1863¹⁵, a enfin fait de l'abolition de l'esclavage l'un des objectifs officiels de la guerre aux yeux des abolitionnistes, dès lors convaincus que le Nord mérite d'être soutenu. Différentes sociétés pro-unionistes sont alors formées, parmi lesquelles le *Committee on Correspondence with America on Slavery*,

¹⁴ Le 8 novembre 1861, le paquebot anglais à bord duquel ont embarqué la veille deux chargés d'affaires envoyés en Europe par Jefferson Davis pour défendre la cause de la Confédération du Sud, John Slidell et James Murray Mason, est en effet intercepté par une frégate fédérale et les deux représentants sudistes arrêtés. L'acte audacieux du capitaine Wilkes, l'officier nordiste à l'origine de l'initiative, suscite dans le Nord un grand enthousiasme mais provoque en revanche en Angleterre une forte indignation face à l'insulte faite au pavillon national au mépris des lois maritimes internationales. Le gouvernement britannique réclame la reddition des prisonniers et lance un ultimatum au gouvernement de Washington. Ce dernier, qui ne peut pas courir le risque de voir la lutte contre les rebelles du Sud se doubler d'une guerre avec l'Angleterre, préfère céder et Mason et Slidell sont remis en liberté le 1^{er} janvier 1862.

¹⁵ Proclamation d'Emancipation, paragraphe 1 : « *That on the first day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-three, all persons held as slaves within any State or designated part of a State, the people whereof shall then be in rebellion against the United States, shall be then, thenceforward, and forever free* ».

la *London Emancipation Society*, et la *Union and Emancipation Society*, dont les premières réunions sont prévues pour coïncider avec l'application de la Proclamation, en janvier 1863. Leur but est de combattre les publications pro-sudistes de toutes sortes, venir en aide aux ouvriers touchés par la « famine du coton », promouvoir la culture du coton sans recours à l'esclavage, éduquer l'opinion publique sur la réalité de l'esclavage dans les États du Sud et encourager le gouvernement américain à poursuivre sa politique d'émancipation.

La tâche est ardue, d'autant que la nouvelle de la Proclamation d'Émancipation des esclaves par Abraham Lincoln, lorsqu'elle est arrivée en Angleterre, le 4 octobre 1862, a été accueillie avec scepticisme par de nombreux observateurs. Beaucoup mettent en effet en doute les intentions de Lincoln et ne voient dans cette proclamation ni plus ni moins qu'une mesure de guerre (Lincoln lui-même n'a-t-il pas présenté sa Proclamation « comme une mesure de guerre convenable et nécessaire pour la suppression de la susdite rébellion » et une action « obéissant aux nécessités militaires » ?¹⁶). Le printemps et l'été 1862 ont en effet été particulièrement difficiles pour l'Union qui a souffert plusieurs défaites face aux sudistes et Lincoln comprend que son armée a besoin d'une cause à laquelle la population et les soldats pourraient se rallier et qui pourrait dans le même temps empêcher la Grande-Bretagne ou la France d'intervenir aux côtés du Sud. Le *Spectator*, quant à lui, ne voit dans cette proclamation qu'un geste hypocrite et vengeur qui libère « les esclaves de l'ennemi comme on libère le bétail de l'ennemi, uniquement pour l'affaiblir [...] Le principe n'est pas qu'un être humain ne peut pas, en toute justice, posséder un autre être humain, mais qu'il ne peut pas le posséder à moins d'être loyal aux États-Unis » (11 octobre 1862). Le problème, ainsi que le fait remarquer John Russell, Ministre aux Affaires étrangères du gouvernement libéral de Palmerston, est que cette proclamation déclare émanciper les esclaves là où les autorités de l'Union ne peuvent exercer aucune juridiction mais qu'elle ne décrète aucune émancipation dans les États occupés par les troupes fédérales, où l'émancipation aurait une chance d'être appliquée (Randall, 1985). En effet, ne sont concernés par la Proclamation ni les États esclavagistes de l'Union¹⁷, ni le Tennessee, ni même certaines parties de la Virginie et de la Louisiane proches des lignes militaires nordistes, où le gouvernement fédéral serait en mesure de la faire appliquer. Elle serait, en conclut-on, annulée si seulement les États insurgés acceptaient de revenir dans l'Union. La presse britannique

¹⁶ Proclamation d'Émancipation, paragraphes 4 et 9.

¹⁷ Le Delaware, le Kentucky, le Maryland et le Missouri.

conservatrice redoute par ailleurs un bain de sang dans le Sud et craint notamment que les Noirs, se sachant émancipés, ne commettent des atrocités sur les femmes et les enfants de leurs anciens maîtres, partis au combat¹⁸. C'est à cette période que Frances Anne Kemble, actrice anglaise qui a été mariée à un riche planteur géorgien, propriétaire d'environ sept cents esclaves, décide de publier le journal qu'elle a tenu lors de son séjour dans la plantation de son mari en 1838-39 : *Journal of a Residence on a Georgian Plantation in 1838-39*. Elle espère ainsi, en faisant connaître la « réalité » de l'esclavage, convaincre l'opinion publique britannique de la justesse de la cause nordiste et de la nécessité d'une guerre contre les confédérés (Kemble, 1961 : xlix).

Parmi les sociétés abolitionnistes féminines, la réaction à la Proclamation d'Emancipation de Lincoln est également teintée de scepticisme. L'*Edinburgh Ladies' Emancipation Society* déplore ainsi que les mesures prises contre l'esclavage aient été accompagnées d'« assurances, données sur le ton de l'excuse, qu'elles avaient été adoptées par nécessité militaire et par instinct de préservation plutôt que par de sentiment de justice envers l'esclave »¹⁹. En janvier 1863, toutefois, une lettre ouverte d'Harriet Beecher Stowe aux femmes britanniques « de la part de plusieurs milliers de femmes américaines », vient leur donner une impulsion particulière. Dans ce texte, qui est présentée comme une réponse tardive à *An Affectionate and Christian Address of Many Thousands of the Women of England to their Sisters, the Women of the United States of America*, signé dix ans auparavant par un demi-million de femmes britanniques afin d'appeler les Américaines à combattre l'esclavage, la femme de lettres déplore le « déclin du noble feu anti-esclavagiste en Angleterre » et le

¹⁸ Dans un éditorial, une quinzaine de jours plus tard, le *Times* demandera : « *Is the reign of the last PRESIDENT to go out amid horrible massacres of white women and children, to be followed by the extermination of the black race in the South? Is LINCOLN yet a name not known to us as it will be known to posterity, and is ultimately to be classed among that catalogue of monsters, the wholesale assassins and butchers of their kind?* » (*London Times*, 21/10/1862, cité dans Ephraim Douglass Adams, *Great Britain and the American Civil War*, Londres, Longman, 1924, p. 103).

¹⁹ Lettre signée Eliza Wigham et Agnes Lillie op.cit. En réponse à un éditorial d'Horace Greeley dans le *New York Tribune*, demandant l'émancipation immédiate des esclaves, Abraham Lincoln avait en effet déclaré : « Mon objectif essentiel dans ce conflit est de sauver l'Union. Ce n'est pas de sauver ou de détruire l'esclavage. Si je pouvais sauver l'Union sans libérer aucun esclave, je le ferais. Si je pouvais la sauver en libérant tous les esclaves, je le ferais. Et si je pouvais la sauver en libérant quelques-uns sans toucher au sort des autres, je ferais cela aussi » (Lettre de Lincoln à Horace Greeley, éditeur du *New York Tribune*, Washington, 22/08/ 1862).

sentiment anti-unioniste de nombre de Britanniques, qu'elle attribue à une représentation erronée du conflit et des intentions de Lincoln. Après avoir expliqué combien l'issue de la guerre est cruciale pour le maintien ou l'abolition de l'esclavage et défendu vigoureusement Lincoln et la Proclamation d'Émancipation contre les intentions qu'on leur prête en Angleterre, Harriet Beecher Stowe implore les femmes britanniques de faire entendre de nouveau leur voix afin faire avancer l'émancipation des esclaves américains :

La Proclamation d'Émancipation du Président a été incomprise et déformée en Angleterre. On a dit que ce qu'elle signifiait était en pratique ceci : soyez loyaux, et vous garderez vos esclaves ; rebellez-vous et ils seront libérés.

Mais n'oublions pas que [...] l'Union a aboli l'esclavage dans le District de Columbia et interdit l'esclavage dans les Territoires²⁰, réprime vigoureusement le commerce des esclaves et pend le négrier reconnu coupable; rend l'émancipation nécessaire en refusant l'expansion de l'esclavage et la facilite par l'offre de compensations [...] La Proclamation du Président veut tout simplement dire cela : Revenez (dans l'Union), et vous émanciperez pacifiquement vos esclaves en échange de compensations ; restez en dehors de l'Union et je les émanciperai et ne vous protégerai pas des conséquences.

De fausses déclarations vous ont aveuglées et ont dressé les sentiments les plus généreux du cœur des Britanniques contre nous [...]

Mes sœurs, [...] nous vous avons entendues [...] Nous avons travaillé dur pour la cause, nous avons même donné nos vies pour elle. Nous avons scellé notre dévotion par [...] le sang de nos fils, de nos maris et de nos frères [...] Mes sœurs, qu'avez-vous fait, et qu'avez-vous l'intention de faire ?²¹

Mentia Taylor, épouse du député radical et unitarien Peter Alfred Taylor, décide de répondre à la lettre d' Harriet Beecher Stowe en créant, en mars 1863, la *Ladies' London Emancipation Society*. Le comité de direction de la société, fondé le 20 mars 1863 à Aubrey House, le domicile du couple, comprend parmi ses membres certaines « vétérantes » du mouvement abolitionniste telles que Mary Estlin, membre influent de la *Bristol and Clifton Auxiliary Ladies Anti-Slavery Society* (société auxiliaire de la BFASS), l'Afro-Américaine Sarah Parker Remond, membre de l'*American Anti-Slavery Society*, arrivée en Grande-Bretagne quatre ans auparavant afin de dénoncer,

²⁰ Par les lois du 16 avril et du 9 juin 1862.

²¹ Harriet Beecher Stowe, *A Reply to « the Affectionate and Christian Address of Many Thousands of Women of Great Britain and Ireland to their sisters, the women of the United States of America »*, 27 November 1862, Londres : Sampson Low, 1863, pp. 45-46.

dans une série de conférences, le traitement inhumain des esclaves, et l'écrivaine et journaliste Harriet Martineau. Toutefois, à l'instar de la journaliste Frances Power Cobbe, la plupart des membres du comité n'ont jusqu'alors jamais ou peu milité au sein du mouvement abolitionniste. Nombre d'entre elles sont en revanche actives dans le mouvement féministe. C'est le cas de Charlotte Manning et d'Emily Davies, qui militent à la même époque pour l'accès des femmes à l'enseignement supérieur puis, à partir de 1865, au sein de la Kensington Society, ou encore d'Elizabeth Malleon, fondatrice du Working Women's College, ouvert à Bloomsbury en 1864. Issues de la bourgeoisie et, pour nombre d'entre elles, du milieu Quaker ou unitarien, elles sont pour la plupart libérales. D'autres encore, sont les épouses ou les filles des dirigeants des sociétés abolitionnistes masculines telles que la *Manchester Union and Emancipation Society* et la *London Emancipation Society*.

Bien que travaillant souvent en coopération avec cette dernière, la *Ladies' London Emancipation Society* est une organisation indépendante qui recrute près de deux cents membres dans toute l'Angleterre (LLES, 2nd annual report, 1865 : 24). L'une de ses premières actions est d'écrire une réponse à la lettre d'Harriet Beecher Stowe, *Rejoinder to Mrs. Stowe's Reply to the Address of the Women of England*, rédigée par Frances Power Cobbe et publiée dans le numéro d'avril 1863 de l'*Atlantic Monthly*, afin de rassurer l'abolitionniste américaine :

Si de nombreuses lèvres sont restées scellées alors qu'elles auraient dû vous donner leur bénédiction, si la voix de l'Angleterre qui vous est parvenue n'a pas exprimé les condoléances sincères auxquelles vous vous attendiez [...], ne croyez pas, pourtant, que notre nation se soit, en réalité, aliénée de la vôtre ou a renié les grands principes de la liberté qui étaient autrefois notre gloire [...] l'esclavage reste une abomination à nos yeux (Cobbe, April 1863 : 526).

Pour la *Ladies' London Emancipation Society*, l'objectif principal est de combattre les sympathies pro-confédérées en Grande-Bretagne en révélant la véritable nature de l'esclavage dans la société sudiste. Il s'agit de convaincre les Britanniques, jusqu'alors majoritairement opposés à l'esclavage, que la guerre menée par l'Union est une croisade morale et non une lutte de territoire et que la motivation première du Sud n'est rien d'autre que le maintien de l'esclavage (LLES, 2nd Annual Report, 1865 : 23). Ceci signifie que ceux qui souhaitent lutter contre l'esclavage n'ont d'autre alternative que de soutenir le Nord.

Entre mars 1863 et juillet 1864, l'organisation produit douze tracts, publiés à plus de 12 000 exemplaires. Le premier est celui de Frances Power Cobbe, *The Red Flag in John Bull's Eyes*²², dans lequel la journaliste réfute l'argument selon lequel la Proclamation d'Émancipation de Lincoln va provoquer des insurrections semblables à celle de St Domingue au siècle précédent et démontre qu'il y a peu de raisons de croire que les esclaves feront preuve de « la férocité d'un tigre » une fois délivrés de leurs oppresseurs (Cobbe, 1863 : 4). De telles peurs, entretenues par les avocats de la cause sudiste, contribuent en effet, selon elle, à renforcer le sentiment de compassion éprouvé par une partie importante de l'opinion publique britannique pour les propriétaires d'esclaves, dont les problèmes actuels ne sont que la juste rétribution de l'oppression qu'ils ont fait subir à d'autres pendant des décennies. Différents témoignages sont cités qui montrent que les esclaves récemment émancipés sont non violents, travailleurs, disciplinés, courageux et dénué d'esprit de revanche :

La simple approche des fédéraux a fait disparaître leurs entraves comme par magie et, pourtant, il n'y a eu aucune tentative de représailles à l'encontre de leurs anciens tyrans — aucune plantation n'a été dévastée, aucune maison pillée, aucun blanc massacré, à l'exception d'un seul contre-maître, tué par un esclave qu'il avait cruellement flagellé. Dans d'autres plantations, encore, les Noirs, au lieu de s'échapper vers les bois, ont offert de travailler pour leurs maîtres en échange de salaires; les maîtres ont accepté de leur donner de 5 à 12 dollars par mois et les esclaves se sont immédiatement transformés [...] en travailleurs laborieux. Ceux qui avaient des griefs contre leurs employeurs les ont attaqués en justice (Cobbe, 1863 : 8).

Si ces hommes sont, en tant qu'esclaves, dangereux pour la communauté, ainsi que leurs propriétaires l'affirment, ils sont, une fois libres, non violents, respectueux des lois et travailleurs. Les véritables bêtes féroces, conclut Frances Power Cobbe, ne sont pas ces Noirs, victimes de l'esclavage, mais leurs propriétaires, coupables d'innombrables cruautés (Cobbe, 1863 : 24). De fait, quelques mois après la mise en oeuvre de la Proclamation d'Émancipation, la constatation qu'aucun massacre n'a été perpétré, qu'aucune insurrection d'esclaves n'a eu lieu et, surtout, que les habitants du Sud —les femmes et les enfants en particulier— n'ont pas souffert des crimes annoncés, réconcilie quelque peu les Britanniques avec le Nord.

²² Le « drapeau rouge », d'après Frances Power Cobbe, est la menace d'insurrection que les sympathisants des confédérés, comme dans une corrida, ne cessent d'agiter afin d' « enrager » l'opinion publique britannique.

Certaines publications, plus particulièrement adressées à un public féminin, dépeignent les souffrances des femmes esclaves, comme c'est le cas dans le deuxième tract publié par la *Ladies' London Emancipation Society*, qui reprend certains extraits du journal de Frances Anne Kemble, ainsi que dans le sixième tract, *The Chilvary of the South*, écrit par Emily Shirreff en 1864, qui dénonce la conduite licencieuse des propriétaires terriens du Sud, représentés comme des « gentlemen » dans la presse britannique et qui vont pourtant jusqu'à vendre leurs propres enfants lorsqu'ils ont du sang noir (Shirreff, janvier 1864 : 11). D'autres, comme *Labour and Slavery* et *The Destruction of the Republic and of all Constitutional Liberty*, publiés durant l'hiver 1863, visent à convaincre les ouvriers britanniques de la nécessité de soutenir l'Union en leur montrant que la cause de l'ouvrier blanc est liée de façon indissoluble à celle de l'esclave et en brandissant la menace de la fin du principe du « travail libre ». Les leaders de la rébellion sudiste, les avertit-on, ne sont pas seulement des despotes vis-à-vis de leurs esclaves, mais des despotes potentiels vis-à-vis de la classe ouvrière, quelle que soit sa race ou sa couleur :

Cette « institution particulière » déclare que le travail est la propriété du capital. Il est vrai que, dans un premier temps, ce principe est uniquement appliqué aux relations entre les hommes blancs et les hommes de couleur mais, si on l'accepte comme valable, alors il est tout aussi applicable aux relations entre les riches et les pauvres —tout aussi valable dans le Vieux Monde que dans le Nouveau (Dicey, 1863 : 8).

Il s'agit de mettre en garde l'ouvrier britannique contre les véritables intentions des dirigeants sudistes et contre le danger de fermer les yeux sur leur politique. En acceptant l'existence d'une institution telle que l'esclavage, c'est sa propre liberté que le travailleur blanc met en péril.

Les leaders de cette rébellion [...] ont pour objectif de priver de ses droits électoraux la grande masse du peuple et de la réduire à l'esclavage absolu, sans distinction de couleur ou de race [...] Les déclarations sans équivoque de la presse sudiste [...] laissent clairement présager le dessein ultime des leaders et des auteurs de la rébellion. « L'esclavage est la condition naturelle de l'ouvrier » (Moody, 1863 : 10).

Le public visé est sans doute celui des ouvriers de l'industrie textile de certaines grandes villes du Nord de l'Angleterre qui, parce qu'elle dépend du Sud des États-Unis pour plus des trois-quarts de son coton, subit de plein fouet les conséquences économiques de la Guerre de Sécession et du blocus imposé par le Nord aux ports du Sud (en 1862,

la deuxième année de guerre, la pénurie de coton dans le Lancashire est telle que la majorité des usines sont incapables de fonctionner). Les ouvriers au chômage n'ont pas d'autre choix que de dépendre de l'aide sociale ou d'émigrer (Ellison, 1972 : 15) et nombre d'entre eux tentent d'éviter d'avoir à faire ce choix en demandant au gouvernement britannique de reconnaître l'indépendance de la Confédération du Sud et rétablir ainsi l'exportation de coton.

La contribution des féministes

Ces années de guerre civile aux États-Unis sont également celles qui voient, en Grande-Bretagne, l'émergence d'un mouvement féministe organisé²³ avec l'apparition, à partir des années 1850, d'un certain nombre de comités : en 1851 Anne Knight, qui a déjà milité dans le mouvement abolitionniste et chartiste, crée la *Sheffield Female Political Association* afin de soutenir une pétition pour le suffrage féminin présentée à la Chambre des Lords par le Comte de Carlisle le 13 février de la même année ; en 1855, Bessie Rayner Parkes et Barbara Leigh Smith Bodichon forment le *Married Women's Property Committee* afin de soumettre une pétition au Parlement pour une réforme de la législation concernant les droits à la propriété des femmes mariées²⁴ ; en 1859, les deux femmes sont à l'origine d'un nouveau groupe qui se constitue à Langham Place, à Londres, afin de discuter de réformes favorables aux femmes en matière d'éducation, d'emploi et de politique ; en 1862, encore, un comité est fondé par Emily Davies afin de tenter d'obtenir pour les femmes l'admission aux examens d'entrée à l'université qui deviendra, en 1865, la *Ladies' Discussion Society* de Kensington, regroupant entre autres Emily Davies, Barbara Bodichon, Francis Mary Buss, Dorothea Beale, Anne Clough, Helen Taylor, Charlotte Manning et Elizabeth Garrett (Strachey, 1978 : 103, 132). Initialement centrées autour de la question de l'accès des femmes aux carrières telles que la médecine et l'enseignement, qui leur sont alors fermées, les discussions au sein de la *Kensington Society* aboutissent très vite à la question plus générale du manque d'influence des femmes dans la société et à l'obtention du droit de vote parlementaire comme outil préalable nécessaire à toute réforme. A la veille de la deuxième réforme électorale de 1867,

²³ Certaines femmes ont, de façon individuelle, déjà fait entendre leur voix pour défendre les droits des femmes. Toutefois, le mouvement des femmes est, avant 1850, « éparpillé et fragmentaire » et, selon les termes de Ray Strachey, « peut difficilement être qualifié mouvement » (Strachey, 1928 : 64).

²⁴ Le *Married Women's Property Rights Bill* est rejeté par le Parlement en 1857 mais une législation similaire sera votée en 1870.

l'organisation recueillera 1 500 signatures en faveur du droit de vote des femmes et confiera la pétition, dont Mentia Taylor est l'une des premières signataires, à John Stuart Mill afin qu'il propose un amendement dans ce sens.

Parce que nombre de celles et ceux qui font campagne pour les droits des femmes sont issus des mêmes milieux radicaux et non-conformistes (quakers et unitariens) que les abolitionnistes, les coopérations sont fréquentes et les prises de positions similaires, des parallèles étant établis entre l'oppression des uns et des autres (« L'esclavage est une injustice plus grande, mais elle est si étroitement liée à l'injustice dont sont victimes les femmes que je ne peux pas être témoin de l'une sans penser à l'autre » déclare Barbara Bodichon (Billington, 1987 : 106)). Les féministes, telles qu'Harriet Taylor, Isa Craig, Barbara Leigh Smith Bodichon, Sarah Rayner Parkes, Emily Shirreff ou Charlotte Manning qui, pour certaines d'entre elles, font depuis une dizaine d'années déjà campagne pour des réformes des droits des femmes, soutiennent, dans leur grande majorité, lors de la Guerre de Sécession, la cause de l'Union. Certaines rejoignent des sociétés abolitionnistes telles que la *Ladies' London Emancipation Society*, d'autres contribuent à la campagne par des articles et des tracts (c'est le cas d'Isa Craig et d'Emily Shirreff). *L'English Woman's Journal*, édité par Barbara Leigh Smith Bodichon à Langham Place, soutient, dès sa création, en 1858, la cause abolitionniste. Il publie des extraits du journal écrit par Barbara Bodichon lors de son voyage aux États-Unis en 1857-58 et, en février 1861, condamne la décision de la justice dans l'affaire Anderson²⁵. Ce n'est toutefois, là encore, pas avant la Proclamation d'Émancipation de Lincoln qu'il adopte une position pro-nordiste. Le journal rend, à cet égard, lui aussi les actions et les arguments du Nord responsables de la réaction de l'opinion publique britannique en général et de celle des abolitionnistes en particulier durant les deux premières années de guerre, reprochant notamment à Lincoln d'avoir, jusqu'à sa Proclamation d'Émancipation, présenté la question de l'esclavage comme d'importance secondaire.

²⁵ En 1853, un esclave, John Anderson, s'est enfui du Missouri et a tué un homme qui tentait de l'arrêter. En 1860, lorsqu'il est retrouvé au Canada, les États-Unis demandent son extradition. Le tribunal qui juge l'affaire conclut en faveur de l'extradition et base son jugement sur le fait que, selon la législation du Missouri, l'homme qu'Anderson a tué était en droit de l'arrêter, ce qui fait de cet homicide un meurtre (ce qui n'aurait pas été le cas en territoire britannique). Les réactions à cette décision, sont très fortes en Angleterre, où la presse et la *British Foreign and Anti-Slavery Society* s'opposent à l'extradition de l'ancien esclave (la décision sera finalement renversée).

Quand Lincoln a déclaré qu'il était prêt à sauver l'Union en émancipant, selon ce qu'il lui semblait le plus opportun, certains, tous, ou aucun des esclaves, les philanthropes sont devenus méfiants et les hommes politiques indifférents face à des mesures qui ne laissaient présager aucune solution rapide ni même certaine à la question noire (*EWJ*, 1/04/1864 : 88).

De fait, aucun article ne traite de la guerre avant février 1863, date à laquelle, motivées par la nécessité de combattre les sympathies pro-sudistes, Barbara Leigh Smith Bodichon et d'autres prennent la plume afin de convaincre leurs compatriotes de la justesse de la cause nordiste et de la nécessité de la soutenir : « Il y a une *cause* à défendre, dans cette lutte, et il est de notre responsabilité de peser avec notre opinion de tout notre poids pour aider ce qui est juste » (*EWJ*, 2/02/1863 : 370-381).

La fin de la Guerre

La Guerre de Sécession durera encore deux ans après la Proclamation d'Émancipation de Lincoln et prendra fin le 9 avril 1865 avec la bataille d'Appomattox. Pendant ces deux années qui séparent l'émancipation des esclaves dans les territoires rebelles de la fin de la guerre, les abolitionnistes britanniques, tout comme leurs homologues américains, ont de plus en plus redirigé leurs efforts vers le Mouvement d'Aide aux Affranchis (*Freedmen's Aid Movement*) mis en place afin d'aider les esclaves libérés à s'insérer en tant qu'hommes libres dans la société américaine et à faire respecter leurs droits. De nombreuses associations contre l'esclavage à Birmingham, Woodbridge, Peckham, Liverpool et Londres se sont ainsi transformées en « sociétés pour l'aide et l'instruction des Noirs ». Les principales sociétés abolitionnistes féminines, quant à elles, ne cessent leur campagne pour l'abolition de l'esclavage qu'une fois le treizième amendement adopté, le 31 janvier 1865 (il sera ratifié le 18 décembre de la même année). Celui-ci prohibe expressément l'esclavage et la servitude involontaire, « si ce n'est en punition d'un crime dont le coupable aura été dûment convaincu, aux États-Unis et dans tout endroit soumis à leur juridiction ». La *Ladies' London Emancipation Society* invite alors ses membres et sympathisantes à contribuer généreusement au Mouvement d'Aide aux Affranchis (*LLES*, 2nd Annual report, 1865 : 23-24), objectif qui restera la préoccupation principale des sociétés abolitionnistes féminines jusqu'en 1868.

Dans les années qui suivent la fin de la guerre, de nombreux membres délaissent toutefois la cause des anciens esclaves pour celles des femmes. En 1867, en effet, en dépit de la tentative de John Stuart Mill de faire adopter un amendement accordant le droit de vote aux

femmes, la deuxième réforme électorale étend l'électorat masculin aux ouvriers des villes sans rien accorder à ces dernières. Certaines femmes qui ont jusqu'alors milité au sein du mouvement abolitionniste participent dès lors à la mise en place de sociétés suffragistes un peu partout dans le pays. C'est le cas de Mentia Taylor, secrétaire honoraire de la *Ladies' London Emancipation Society* : son domicile, après avoir été le siège de la LLES, devient celui de la *London Women's Suffrage Society*, dont elle devient la secrétaire et trésorière, Frances Power Cobbe la Présidente et Millicent Garrett Fawcett l'une des membres (Strachey, 1828 : 111). Eliza Wigham, secrétaire de l'*Edinburgh Ladies' Emancipation Society*, devient elle aussi secrétaire de l'*Edinburgh Women's Suffrage Society* et Mary Estlin rejoint le comité de direction de la *Bristol and West of England Society for Women's Suffrage*. Le droit de vote des femmes devient à cette période la préoccupation principale de nombre d'anciennes militantes abolitionnistes. Celles-ci rejoignent le mouvement suffragiste naissant puis, plus tard, prennent part à la campagne pour l'abolition des lois sur les maladies vénériennes menée par Josephine Butler (on retrouve, là encore, en 1871, parmi les membres du comité de direction de la *Ladies National Association for the Repeal of the Contagious Diseases Acts*, Mary Estlin et Eliza Wigham). La lutte contre la prostitution, ou pour la « pureté sociale », devient alors, pour beaucoup, le « nouveau mouvement abolitionniste ».

Les échanges entre mouvement abolitionniste et féministe durant la dizaine d'années qui entourent la Guerre de Sécession sont donc assez nombreux et loin d'avoir été à sens unique. Certes, de nombreuses femmes, une fois la guerre terminée, quitteront le mouvement abolitionniste, dans lequel elles militent depuis de nombreuses années, pour la cause suffragiste, mais de nombreuses féministes apportent également leur soutien, durant la Guerre de Sécession, afin de combattre les sympathies pro-confédérées en Grande-Bretagne. Pour certaines, comme France Power Cobbe, cet engagement marque d'ailleurs le début d'une vie de militantisme : après son engagement au sein de la *Ladies' London Emancipation Society*, elle embrassera, à la fin des années soixante, la cause féministe et, à partir des années soixante-dix, le combat antivivisectionniste. Pour les unes comme pour les autres il aura toutefois fallu, à quelques exceptions près (Harriet Martineau adopte une position pro-unioniste dès le début du conflit) attendre la Proclamation d'Émancipation de Lincoln, en septembre 1862, pour qu'elles prennent part au débat entourant la Guerre de Sécession.

Certes, celle-ci n'est pas entièrement satisfaisante, mais, ajoutée aux appels des abolitionnistes américains à leurs homologues britanniques, elle offre néanmoins une raison suffisante pour, enfin, soutenir le Nord.

BIBLIOGRAPHIE :

Sources primaires :

BEECHER STOWE, Harriet, *A Reply to « the Affectionate and Christian Address of Many Thousands of Women of Great Britain and Ireland to their sisters, the women of the United States of America*, Londres : Sampson Low, 1863.

CAIRNES, John Elliott, *Who are the Canters?*, Tract n°3, Londres : Ladies' London Emancipation Society, 1863.

CRAIG, Isa, *The Essence of Slavery*, Tract n°2, Londres : Ladies' London Emancipation Society, 1863.

DICEY, Edward, *Labour and Slavery*, Tract n°4, Londres : Ladies' London Emancipation Society, novembre 1863.

ENGLISH WOMAN'S JOURNAL,
February 2nd, 1863, vol. 10, n° 60, pp. 370-381.
April 1st, 1864, vol. 8, n°74, pp. 86-93.

KEMBLE, Frances Anne, *Journal of a Residence on a Georgian Plantation in 1838-39*, edited with an introduction by John A. Scott, Londres : Jonathan Cape, 1961.

LINCOLN, *Emancipation Proclamation*, 1 January 1863, National Archives and Records Administration, Washington, http://www.archives.gov/exhibits/featured_documents/emancipation_proclamation/transcript.html

LLES, *Second Annual Report of the Ladies' London Emancipation Society*, Levey and Co., January 1865.

MARTINEAU, Harriet, *Writings on Slavery and the American Civil War*, ed. By Deborah Anna Logan, Northern Illinois Press, 2002.

MARX, Karl, "La question américaine en Angleterre", *New York Daily Tribune*, 1861, dans *La Guerre Civile aux États-Unis (1861-65)*, Friedrich Engels & Karl Marx, Paris : Union générale d'Édition, 1970.

MOODY, Loring, *The Destruction of the Republic and of all Constitutional Liberty, the Object of the Rebellion : the*

Testimony of Southern Witnesses, Tract n° 5, Londres : Ladies' London Emancipation Society, décembre 1863.

POWER COBBE, Frances, *The Red Flag In John Bull's Eyes*, Tract n°1, Londres : Ladies' London Emancipation Society, 1863.

POWER COBBE, Frances, « Rejoinder to Mrs. Stowe's Reply to the Address of the Women of England », *The Atlantic Monthly*, vol. 11, n° 66, avril 1863, pp. 525-28 (<http://cdl.library.cornell.edu/cgi-bin/moa/moa-cgi?notisid=ABK2934-0011-81>)

SHIRREFF, Emily, *The Chivalry of the South*, Tract n° 6, Londres : Ladies' London Emancipation Society, janvier 1864.

A Few More Words on the Chivalry of the South, Tract n°11, Londres : Ladies' London Emancipation Society, juin 1864.

Sources secondaires :

BILLINGTON, Louis & Rosamund, « 'A Burning Zeal for Righteousness': Women in the British Anti-Slavery Movement, 1820-1860 », in RENDALL, Jane, *Equal or Different, Women's Politics 1800-1914*, Oxford : Blackwell, 1987.

BLACKETT, R.J.M., *Divided Hearts, Britain and the American Civil War*, Louisiana State University Press, 2001.

CAMPBELL, Duncan Andrew, *English Public Opinion and the American Civil War*, Royal Historical Society, Woodbridge, Boydell Press, 2003.

CROOK, D. P., « Portents of War: English Opinion on Secession », *Journal of American Studies*, vol. 4, n°2, février 1971, pp. 173-79.

ELLISON, Mary, *Support for Secession, Lancashire and the American Civil War*, The University of Chicago Press, 1972.

MIDGLEY, Clare, *Women Against Slavery, The British Campaigns 1780-1870*, Londres : Routledge, 1992.

MIDGLEY, Clare, *Feminism and Empire, Women Activists in Imperial Britain, 1770-1865*, New-York : Routledge, 2007.

RANDALL, James Garfield & David Donald, chapitre « Lincoln and Emancipation », dans *The Civil War and Reconstruction*, D.C. Heath & Co., 1969.

- RENDALL, Jane, *The Origins of Modern Feminism, Women in Britain, France and the United States 1780-1860*, Londres : Palgrave, 1983.
- SKLAR, Kathryn Kish & James Brewer STEWART, *Women's Rights and Transatlantic Antislavery in the Era of Emancipation*, Yales University Press, 2007.
- STRACHEY, Ray, *The Cause, A Short History of the Women's Movement in Great Britain*, Londres : Virago, 1978 (1ère ed. 1928).
- TEMPERLEY, Howard, *British Anti-Slavery, 1837-70*, Londres: Longman, 1972.